

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Bergsten, C. Fred (Ed.) *Global Economic Imbalances*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Special Reports », no 4, December 1985, 128 p.

par Jacques Fontanel

*Études internationales*, vol. 18, n° 2, 1987, p. 442-443.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702177ar>

DOI: 10.7202/702177ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

d'Amérique latine et d'Europe de l'Est principalement). Les AMF sont dénoncés par les pays en développement (notamment le Brésil et l'Inde), qui demandent le retour au libre-échange des produits textiles. Les pays industrialisés ne sont pas d'ailleurs eux-mêmes unanimes quant au contenu et à la portée des AMF (difficulté d'un accord États-Unis — CEE, opposition entre libéraux et non libéraux à l'intérieur de la CEE. La position prudente de Vinod Aggarwal est, semble-t-il, celle qu'il convient de conserver, d'autant plus qu'aujourd'hui l'application de l'AMF 4 est liée au lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM). Avec les AMF le provisoire se prolonge (car l'AMF avait été instauré, ne l'oublions pas, à titre provisoire), mais constatons cependant que, dans l'AMF 4, la CEE a renoncé à la « *surge clause* » (cette « clause anti-bouffée, qui avait été adoptée dans l'AMF 3, était une clause d'assurance contre une croissance soudaine des importations des produits les plus sensibles).

Michel BÉLANGER

*Université de Bordeaux I, France*  
*U.E.R. De Droit Public et de Science Politique*

BERGSTEN, C. Fred (Ed.). *Global Economic Imbalances*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Special Reports », no. 4, December 1985, 128 p.

Ce livre publie les communications et discussions d'une Conférence sur les principaux déséquilibres dont souffre l'économie internationale contemporaine, qui s'est tenue à Washington, à l'invitation de l'Institute for International Economics, au mois de septembre 1984.

Martin S. Feldstein se propose de mettre en évidence les déséquilibres fondamentaux de l'économie américaine et leur impact sur l'économie mondiale. L'idée principale qu'il souhaite défendre, est que, si les déficits américains de 1982-1983 n'ont pas créé de dommages importants à l'économie américaine, il

n'en est plus de même depuis 1984. Si un dollar fort réduit la compétitivité de l'industrie américaine, il limite aussi la hausse des taux d'intérêt, qui résulterait du jeu exclusif des déséquilibres fondamentaux. Le déficit budgétaire conduit, à long terme, à un endettement croissant, à une diminution de l'épargne et de l'accumulation du capital de l'économie américaine. Pourtant, les capitaux étrangers se sont substitués à l'épargne nationale, car l'estimation comparée des risques financiers et des profits attendus était favorable à l'afflux des investissements financiers aux États-Unis. En effet, Feldstein considère que la politique monétaire restrictive et la ténacité du Federal Reserve Board, ainsi que la politique fiscale favorable aux investisseurs, ont accru la confiance des opérateurs étrangers. En outre, les déficits ont, à court terme, provoqué un effet d'éviction favorable à la hausse des taux d'intérêt et donc à une meilleure rémunération du capital. C'est le déficit qui est à l'origine même de la valorisation du dollar. Le dollar fort a réduit les tensions inflationnistes, augmenté le déficit commercial et favorisé l'importation de capitaux étrangers. Bela Balassa critique cette analyse en considérant que le dollar est puissant du fait des changements structurels importants supportés par les États-Unis, comme la baisse des salaires réels, la dérégulation, la modération de la politique sociale. Selon Feldstein, la hausse du dollar a augmenté les exportations de l'Europe et amélioré sa balance commerciale, mais elle a provoqué des processus inflationnistes; cependant, la relance des économies européennes a bénéficié de cette augmentation du dollar, même si le flux international des capitaux s'est plutôt tourné vers les États-Unis. Pour les pays en voie de développement, la crise du dollar a provoqué une hausse des taux d'intérêt, une réduction des potentialités d'investissement et une aggravation de la dette internationale.

Pour Edmond Malinvaud, les européens ont dû modifier les deux principes fondamentaux des années 60, à savoir la protection du revenu et l'achèvement progressif du progrès social. Après avoir longtemps mésestimé la crise, les européens ont à faire face à trois problèmes essentiels: le maintien d'un fort

taux de chômage, la restauration de la compétitivité et la recherche à long terme d'un équilibre des budgets, des prix et des revenus. Le maître-mot de la crise est la faible compétitivité de l'économie européenne, avec trois handicaps principaux : la réduction du marché européen, l'insuffisante flexibilité de l'économie et la faible propension à travailler. Pour restaurer la compétitivité économique de l'Europe, il faut réintroduire la flexibilité principalement sur le marché du travail, reconsidérer la politique fiscale, développer la coopération entre les européens, maintenir le marché commun, trouver des solutions au chômage de masse. Il faudrait aussi restaurer l'esprit de Bretton Woods et réduire la liberté des autorités monétaires nationales, notamment américaines, sous le contrôle du Fonds Monétaire International.

Masaru Yoshitomi présente le point de vue du Japon. Il met en évidence la coexistence de forts déficits budgétaires et d'importants surplus de la balance courante du Japon, parallèlement au croissant déficit de la balance courante américaine. En outre, il montre que le Japon est devenu plus fortement intégré aux marchés internationaux des capitaux et que son taux d'intérêt de base tend à devenir plus indépendant de celui des États-Unis. Cependant, le surplus de la balance courante japonaise est due moins à la faiblesse de la demande intérieure du Japon qu'au déficit du budget américain.

Mario Henrique Simonsen démontre que les perspectives de résolution de la dette du Tiers-Monde passent d'abord par les politiques macroéconomiques menées par l'OCDE. Ce qui complique le problème de cet endettement, c'est que les acteurs visibles — pays endettés et créanciers privés — n'ont aucun pouvoir réel pour trouver une solution à long terme, dans une économie internationale caractérisée par le système de changes flottants, des taux d'intérêts variables et des règles de commerce international instables. Si les pays de l'OCDE ne cherchent pas des solutions acceptables, les pays endettés seront amenés à définir des stratégies de développement autocentré. En outre, la politique de conditionnalité suivie par le Fonds Monétaire International aggrave la récession et provoque même une

stagflation inacceptable dans les pays faiblement développés. La conditionnalité devrait être réduite au comportement de la balance des paiements, à la détermination des niveaux des taux de change réels et à la réduction des mesures protectionnistes.

Deepak Lal souligne l'importance de la crise économique pour les pays en voie de développement, surtout entre 1982 et 1983. La hausse du dollar a fortement accru la dette des pays du Tiers-Monde. La lutte contre l'endettement a été un facteur supplémentaire de récession pour les pays pauvres. La politique de réduction de la consommation de produits étrangers a aussi échoué, car il aurait fallu une plus grande dépréciation de la monnaie.

Les discussions mettent en évidence les débats qui opposent les économistes sur l'origine et le traitement de la crise. À ceux qui contestent la politique du FMI, s'opposent les défenseurs de la gestion économique rigoureuse du court terme. L'intérêt de ce livre porte à la fois sur la qualité des intervenants et sur leur forte « représentativité » théorique selon leurs origines nationales. Il n'est pas évident, pour autant que l'on ait fait un tour d'horizon complet de la question, car à côté des libéraux et des Tiers-Mondistes, peu de place a été accordée aux autres analyses (marxistes, néo-keynésiennes, structuralistes, etc...). Il n'empêche que les articles sont très intéressants en eux-mêmes pour la rigueur des raisonnements et pour leur ouverture sur la décision macroéconomique internationale.

Jacques FONTANEL

*U.E.R. Faculté des sciences économiques  
Université des sciences sociales de Grenoble, France*

LIPIETZ, Alain. *Mirages et miracles : Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*. Paris, Éditions la Découverte, 1985, 189 p.

Alain Lipietz nous met en garde, il ne veut pas être un colleur d'étiquettes. Mieux vaut brûler son livre sans le lire, écrit-il, que